

EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Analyse statistique 2025

Janvier 2026

Table des matières

Évolution des statistiques de la Cour en 2025.....	3
A. Nouvelles requêtes.....	3
B. Requêtes clôturées par une décision judiciaire et requêtes pendantes	3
C. Traitement des requêtes	3
1. Stade antérieur à l’attribution à une formation judiciaire	3
2. Décisions d’irrecevabilité ou de radiation du rôle	3
3. Requêtes communiquées	3
4. Arrêts	4
5. Demandes de mesures provisoires (article 39 du règlement).....	4
D. Politique de priorisation	4
E. Conclusion	4
Annexes : tableaux et graphiques.....	5

Évolution des statistiques de la Cour en 2025

Les statistiques de la Cour pour l'année 2025 révèlent une augmentation du nombre de requêtes entrantes attribuées à une formation judiciaire, une hausse du nombre de requêtes communiquées et une diminution notable du nombre de requêtes pendantes.

A. Nouvelles requêtes

En 2025, 31 800 requêtes ont été attribuées à une formation judiciaire, soit une hausse de 10 % par rapport à 2024 (28 800). Cette hausse s'explique principalement par une augmentation du nombre de requêtes attribuées à l'encontre de la Türkiye, de la Pologne et de l'Italie. Sur le total des requêtes attribuées, 22 750 requêtes ont été identifiées comme devant être examinées par un juge unique et étaient normalement appelées à être déclarées irrecevables (soit une hausse de 15 % par rapport à 2024). Comme les années précédentes, les requêtes relevant de la procédure de juge unique ont été traitées dès leur identification. En outre, 9 050 requêtes ont été identifiées comme devant probablement être traitées par une chambre ou un comité (soit une diminution de 1 % par rapport à 2024).

B. Requêtes clôturées par une décision judiciaire et requêtes pendantes

Au total, 38 573 requêtes ont été clôturées par une décision judiciaire, soit une hausse de 5 % par rapport à 2024 (36 819). Le nombre de requêtes clôturées a dépassé celui des requêtes attribuées d'environ 6 800 requêtes. Le stock de requêtes attribuées qui étaient pendantes devant la Cour a ainsi baissé au cours de l'année, passant de 60 350 à 53 450.

C. Traitement des requêtes

1. Stade antérieur à l'attribution à une formation judiciaire

Au 31 décembre 2025, le nombre de requêtes pendantes au stade pré-judiciaire s'élevait à 3 500, soit une diminution de 19 % par rapport à la même date de l'année précédente (4 300). Le nombre de requêtes clôturées administrativement en 2025 s'est établi à 8 300, soit une baisse de 4 %. Il convient de noter que 93 % de ces dossiers ont été clôturés pour non-conformité aux exigences de l'article 47 du règlement de la Cour (contenu d'une requête individuelle). Les autres dossiers ont été clôturés administrativement parce que les requérants n'avaient pas introduit de formulaire de requête dans le délai fixé par le greffe.

2. Décisions d'irrecevabilité ou de radiation du rôle

En 2025, 31 562 requêtes ont été déclarées irrecevables ou rayées du rôle par un juge unique, un comité, une chambre ou la Grande Chambre, soit une hausse de 21 % par rapport à 2024 (25 990). Cette hausse s'explique, d'une part, par le nombre important de requêtes dirigées contre la Roumanie concernant les conditions de détention, qui ont été déclarées irrecevables ou rayées du rôle par des comités et, d'autre part, par une augmentation du nombre de requêtes attribuées à un juge unique en 2025. Ainsi, les formations de juge unique ont statué sur 27 488 requêtes en 2025, soit 24 % de plus qu'en 2024 (22 210).

En 2025, 1 248 requêtes ont été rayées du rôle par une décision de chambre ou de comité à la suite d'un règlement amiable ou d'une déclaration unilatérale (contre 1 561 en 2024), soit une diminution de 20 %. Le nombre de règlements amiables (1 074) a diminué de 8 % (1 164 en 2024), tandis que celui des déclarations unilatérales a baissé de 56 % (174 en 2025 contre 397 en 2024). Par ailleurs, 2 826 requêtes ont été déclarées irrecevables par la Grande Chambre, une chambre ou un comité ou rayées du rôle par ces formations pour d'autres motifs (27 % de plus qu'en 2024).

3. Requêtes communiquées

En 2025, 11 587 requêtes ont été communiquées (contre 9 832 en 2024, soit une hausse de 18 %). Cette hausse est principalement due à une augmentation significative du nombre de requêtes communiquées à l'encontre de la Türkiye. Bien que le nombre total de requêtes communiquées reste inférieur aux chiffres de 2023 (16 623) et de 2015 (15 964), l'année 2025 se classe néanmoins au troisième rang des années les plus importantes en termes de requêtes communiquées.

4. Arrêts

Le nombre de requêtes ayant donné lieu au prononcé d'un arrêt s'est élevé à 7 011 (contre 10 829 en 2024, soit une baisse de 35 %). Une grande partie de ces requêtes ont été jointes, ce qui a permis de rendre 914 arrêts, soit 17 % de moins qu'en 2024. 622 arrêts (concernant 5 985 requêtes) ont été rendus par un comité de trois juges (24 % de moins qu'en 2024). Par ailleurs, on constate une baisse de 42 % du nombre de requêtes terminées par des arrêts de comité de trois juges (5 985 contre 10 241 en 2024), qui représentent 85 % des requêtes tranchées par un arrêt (contre 95 % en 2024). En revanche, même si le nombre d'arrêts rendus par les formations de chambre est resté stable (286 contre 283 en 2024), on constate que les chambres ont statué sur 1 010 requêtes en 2025, contre 579 en 2024 soit une augmentation de 74 %. L'année 2025 se classe également au troisième rang des années ayant connu le plus de requêtes tranchées par arrêt, après 2017 et 2024.

5. Demandes de mesures provisoires (article 39 du règlement)

Le nombre total de décisions relatives à des demandes de mesures provisoires (2 701) a augmenté de 65 % par rapport à 2024 (1 633). La Cour a fait droit à la demande dans 222 cas (contre 371 en 2024, soit une diminution de 40 %) et l'a rejetée dans 495 cas (contre 346 en 2024, soit une augmentation de 43 %). Le restant des demandes ne relevaient pas du champ d'application de l'article 39 du règlement.

D. Politique de priorisation¹

Cette politique vise à concentrer davantage les ressources sur les affaires les plus importantes, à savoir celles qui relèvent des trois premières catégories (« requêtes prioritaires »). Au 31 décembre 2025, on dénombrait 10 757 requêtes pendantes dans ces catégories, soit une baisse de 20 % par rapport au début de l'année. Cette diminution s'explique par la productivité de l'année 2025, au cours de laquelle 4 085 requêtes prioritaires ont été clôturées par une décision judiciaire. Bien que ce chiffre représente une baisse de 55 % par rapport à 2024 (9 151), cette différence s'explique largement par le nombre exceptionnellement élevé de requêtes prioritaires contre la Russie clôturées par un arrêt de comité de trois juges en 2024 (5 298 contre 1 100 en 2025).

Le nombre de requêtes prioritaires communiquées aux gouvernements défendeurs a quant à lui diminué de 46 % par rapport à 2024 (3 060 en 2024 contre 1 655 en 2025). Le nombre de requêtes prioritaires ayant donné lieu à un arrêt a diminué de 73 % (8 115 en 2024 contre 2 210 en 2025). Le nombre de requêtes prioritaires déclarées irrecevables ou rayées du rôle a quant à lui augmenté de 81 % (1 036 en 2024 contre 1 875 en 2025).

E. Conclusion

La Cour a réussi à réduire le nombre total de requêtes pendantes, principalement grâce au traitement de plusieurs grands groupes de requêtes, notamment celles dirigées contre la Türkiye, l'Ukraine, la Roumanie et la Russie. Il faut remonter à mars 2005 pour retrouver un nombre de requêtes pendantes similaire.

La stratégie « à impact »² vise à renforcer l'impact et la pertinence immédiate de l'action de la Cour pour les requérants et les États membres, ainsi que sa capacité à répondre à des questions juridiques centrales présentant un intérêt pour le système de la Convention dans son ensemble. Au 1^{er} janvier 2021, près de 18 000 requêtes étaient pendantes dans la catégorie IV. Au 1^{er} janvier 2026, environ 6 650 requêtes restaient pendantes dans cette catégorie, dont 125 requêtes ont été identifiées comme ayant un « impact ». Depuis janvier 2021, 908 requêtes « à impact » ont été examinées : 350 requêtes ont donné lieu à un arrêt (42 en 2025), 98 ont été déclarées irrecevables ou rayées du rôle (18 en 2025) et 460 ont été communiquées (28 en 2025). La stratégie « à impact » a également permis d'assurer une activité équilibrée et productive pour les affaires classées dans la catégorie IV et non identifiées comme des affaires « à impact ». En 2025, le traitement des requêtes de catégorie IV a augmenté de 105 % par rapport à 2024 (860 requêtes terminées en 2025 contre 420 en 2024).

1. Les explications concernant la politique de priorisation de la Cour sont consultables sur le site internet de la Cour http://www.echr.coe.int/Documents/Priority_policy_FRA.pdf.

2. Voir le communiqué de presse sur la stratégie de traitement des affaires du 17.03.2021 (<https://hudoc.echr.coe.int/fre-press?i=003-6966911-9378080>) et le document « Une Cour qui compte » (https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/Court_that_matters_FRA).

Annexes : tableaux et graphiques

Tableau 1 Informations statistiques générales

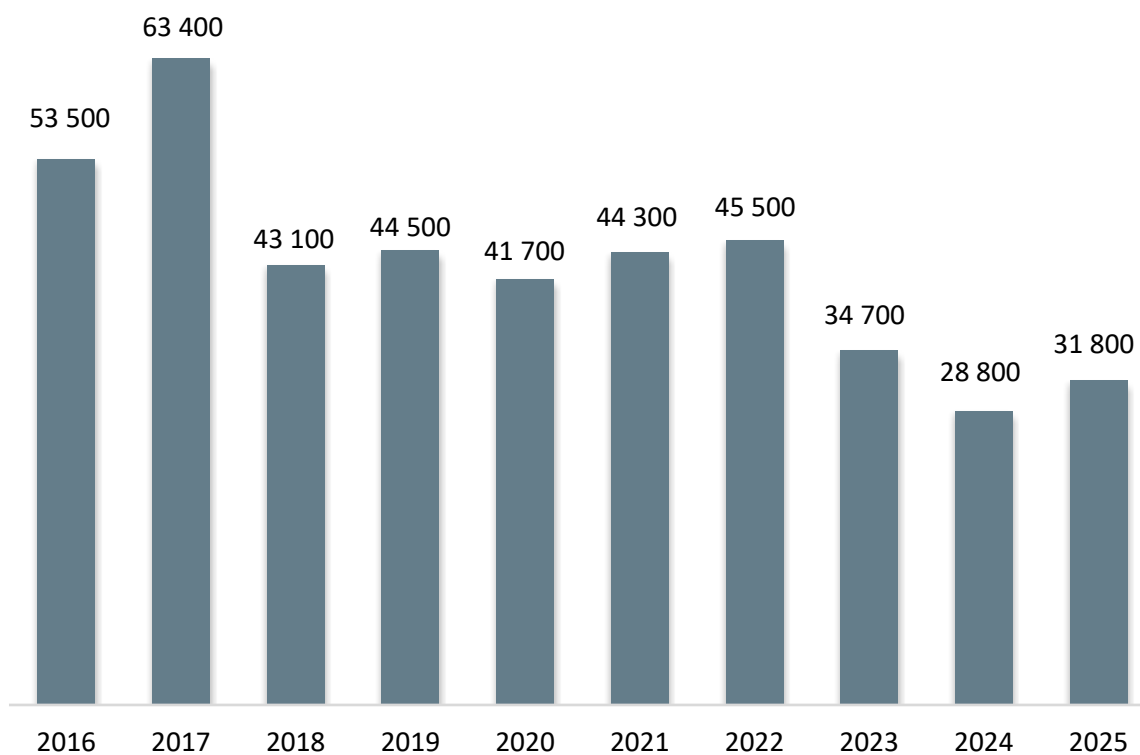
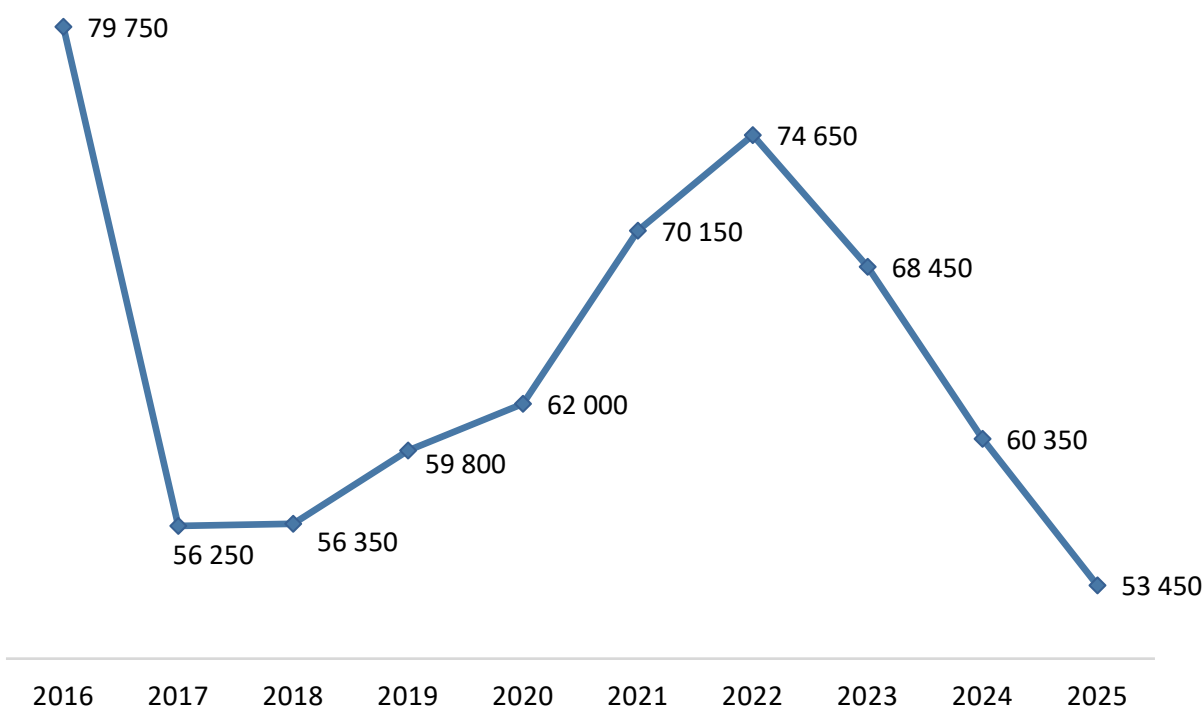
1. Requêtes attribuées à une formation judiciaire [chiffres arrondis (50)]	2025	2024	+/-
Requêtes attribuées	31800	28800	10%

2. Stades de procédure intermédiaires	2025	2024	+/-
Requêtes communiquées au Gouvernement	11587	9832	18%

3. Requêtes jugées	2025	2024	+/-
Par décision ou arrêt	38573	36819	5%
- un arrêt prononcé	7011	10829	-35%
- une décision (irrecevabilité/radiation)	31562	25990	21%

4. Requêtes pendantes [chiffres arrondis (50)]	31/12/2025	1/1/2025	+/-
Requêtes pendantes devant une formation judiciaire	53450	60350	-11%
- Chambre et Grande Chambre	9300	19250	-52%
- Comité	38300	36700	4%
- formation de Juge Unique	5850	4400	33%

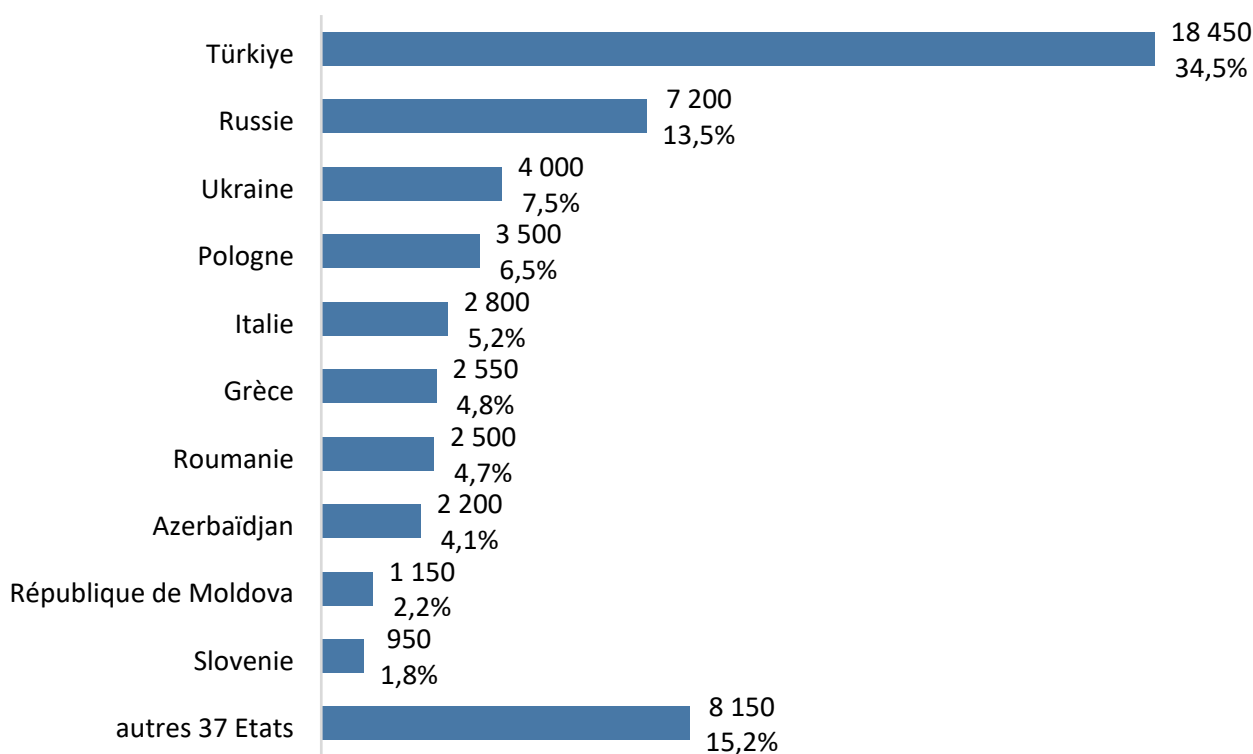
5. Requêtes pré-judiciaires [chiffres arrondis (50)]	31/12/2025	1/1/2025	+/-
Requêtes au stade pré-judiciaire	3500	4300	-19%
	2025	2024	+/-
Requêtes terminées administrativement	8300	8650	-4%

Graphique 1 Requête attribuées à une formation judiciaire par an³**Graphique 2 Requête pendantes devant une formation judiciaire par an⁴**

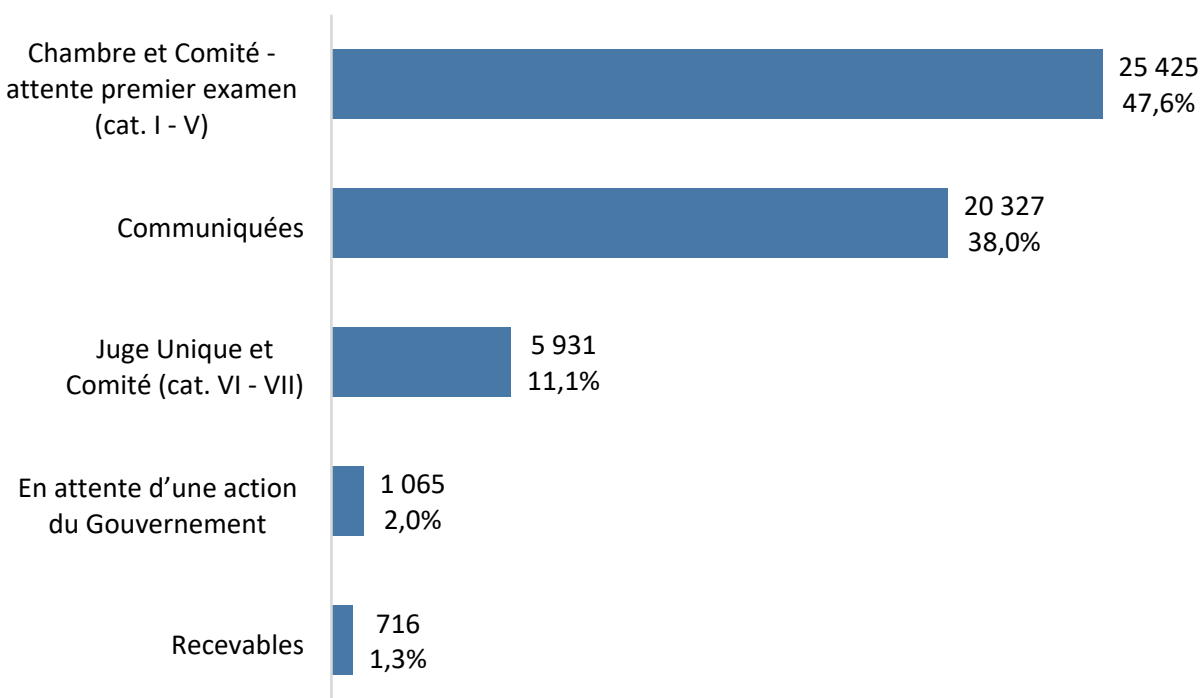
3. Les chiffres sont arrondis à la centaine la plus proche.

4. Les chiffres indiquent le nombre total de requêtes, y compris les requêtes jointes. Les chiffres sont arrondis.

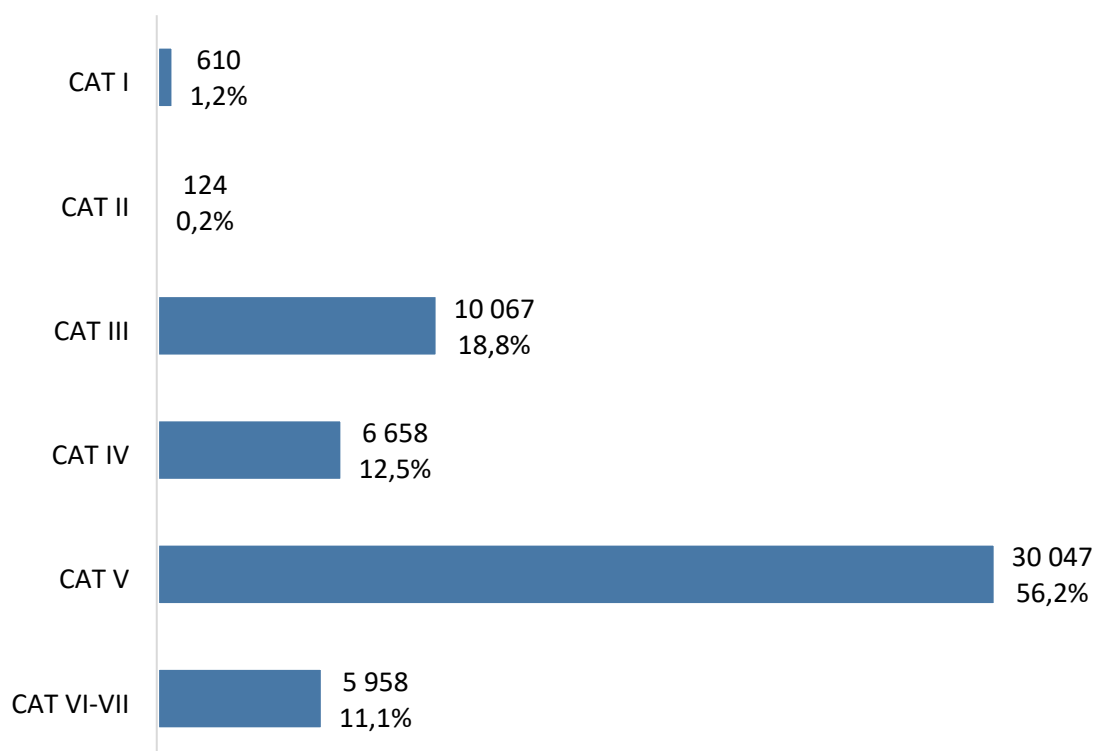
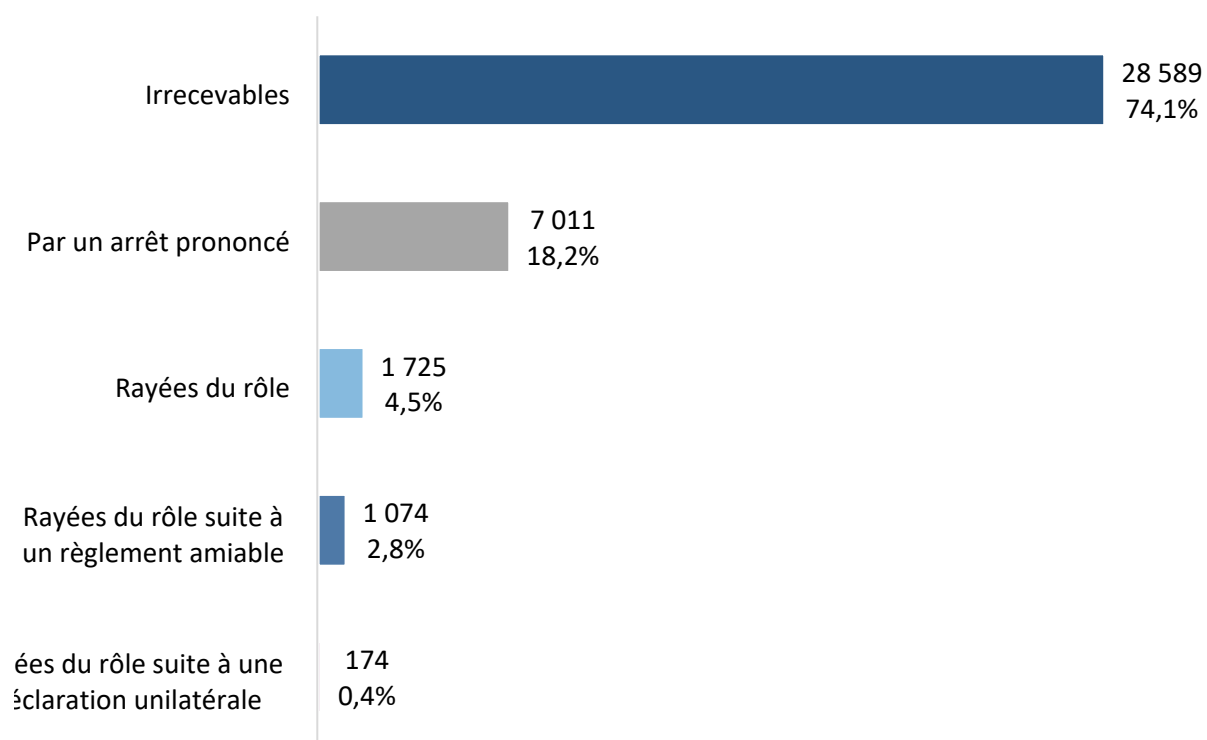
Graphique 3 La répartition des 53 450 requêtes pendantes par États gros pourvoyeurs de requêtes

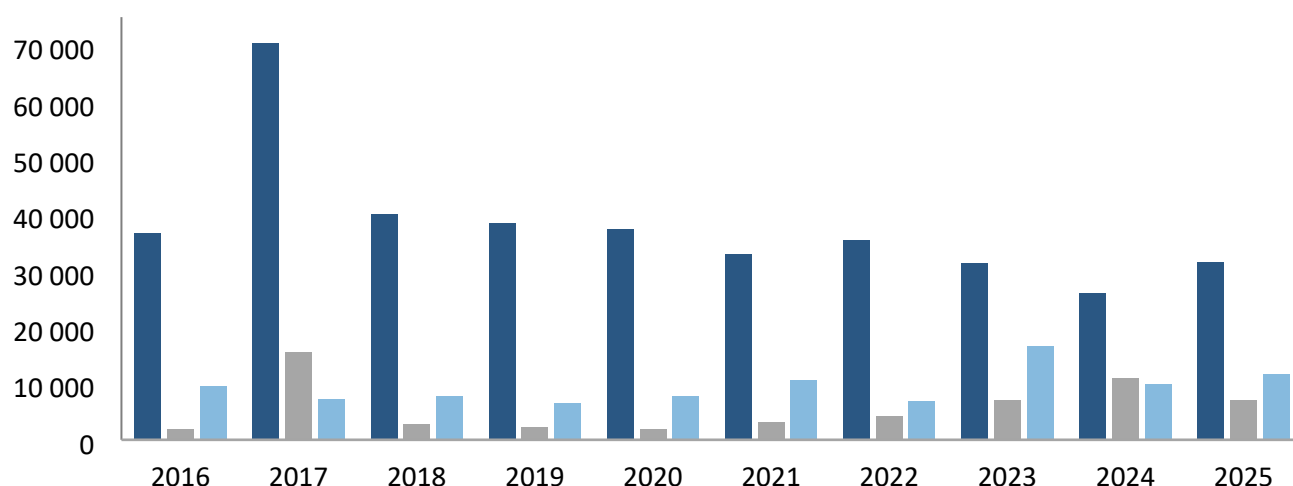


Graphique 4 La répartition des 53 450 requêtes pendantes par stade procédural et formation judiciaire⁵

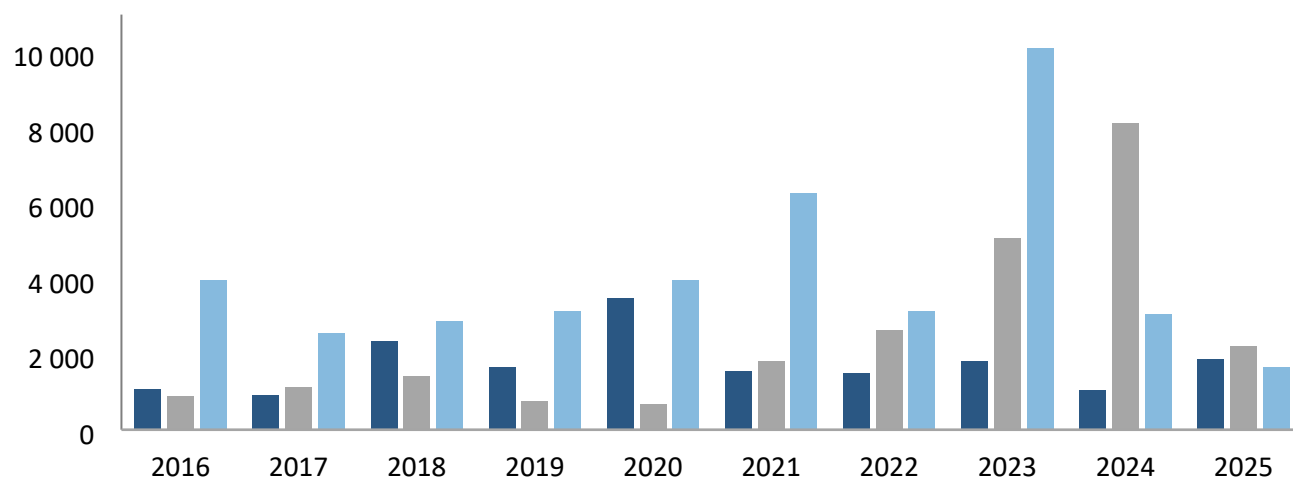


5. Le stade procédural « en attente d'une action du Gouvernement » a été créé pour surveiller les requêtes suivant un arrêt appliquant la procédure pilote.

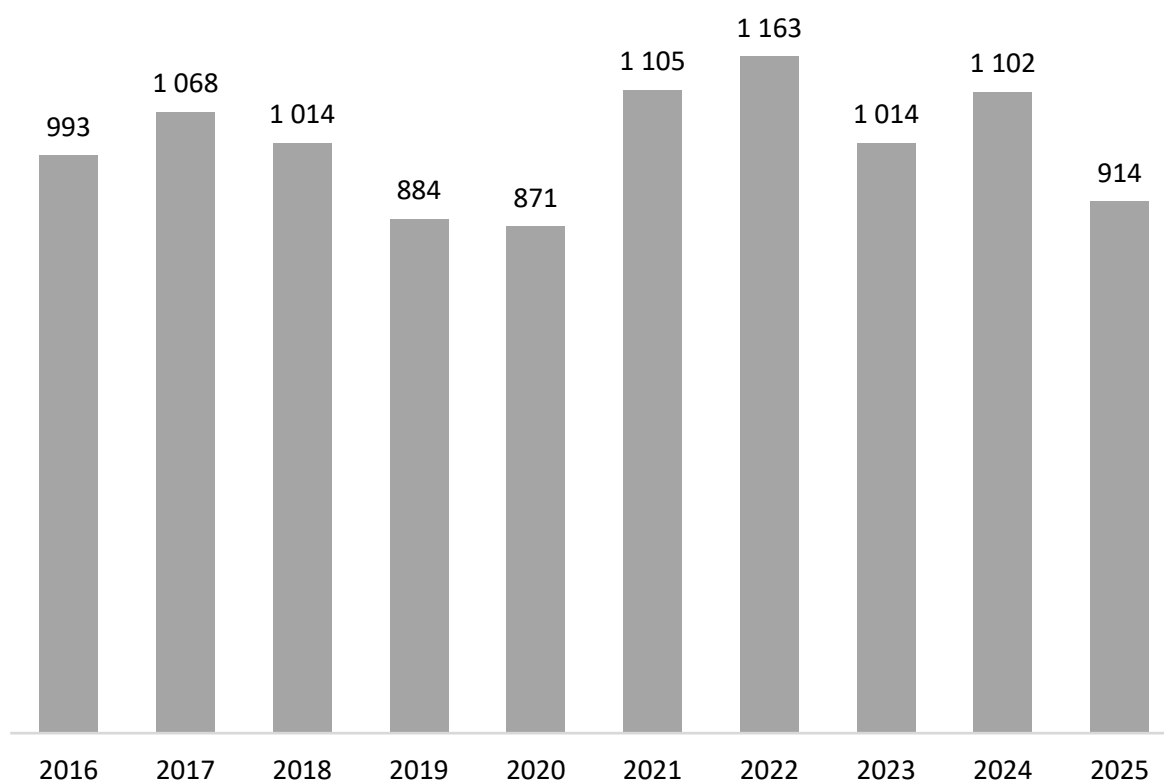
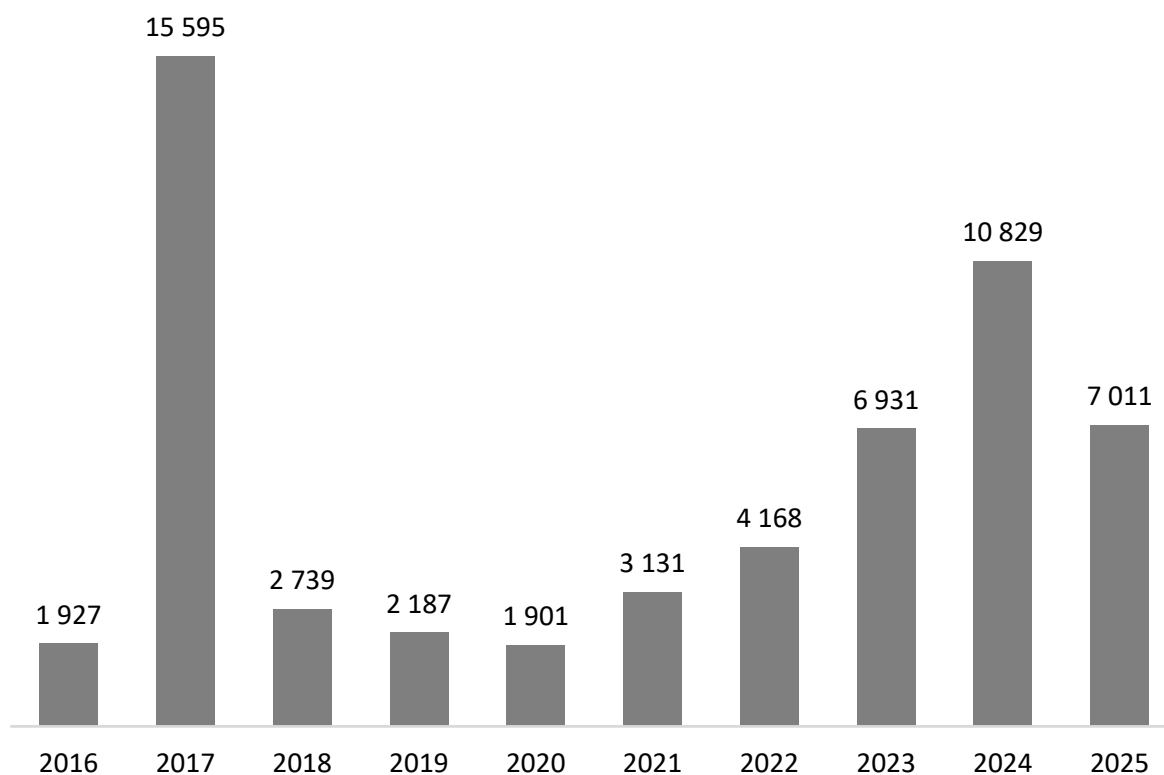
Graphique 5 La répartition des 53 450 requêtes pendantes par catégorie**Graphique 6 38 573 requêtes clôturées en 2025**

Graphique 7 Requêtes appartenant aux catégories I à VII traitées au cours des dix dernières années

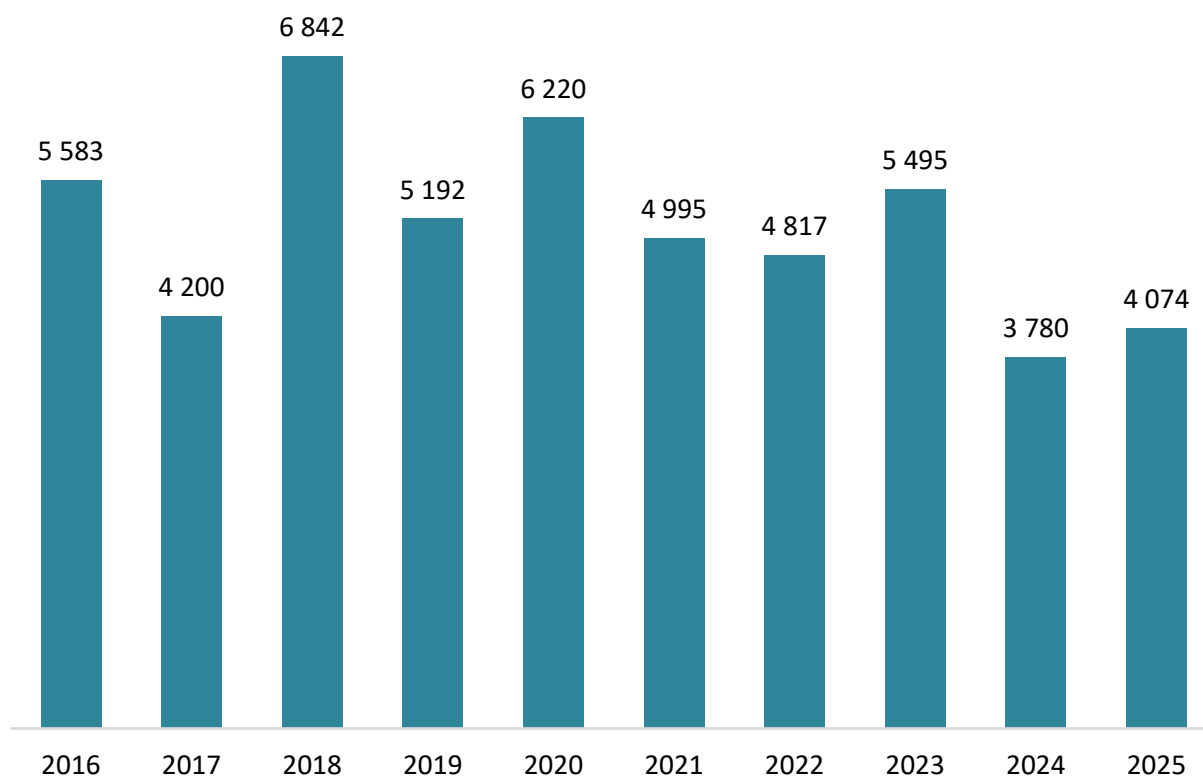
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Requêtes irrecevables ou rayées	36 580	70 356	40 022	38 480	37 289	32 962	35 402	31 329	25 990	31 562
Requêtes par un arrêt prononcé	1 927	15 595	2 739	2 187	1 901	3 131	4 168	6 931	10 829	7 011
Requêtes communiquées	9 534	7 226	7 646	6 441	7 684	10 629	6 822	16 623	9 832	11 587

Graphique 8 Requêtes appartenant aux catégories I, II et III traitées au cours des dix dernières années

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Requêtes irrecevables ou rayées	1 067	905	2 357	1 649	3 487	1 549	1 509	1 805	1 036	1 875
Requêtes par un arrêt prononcé	898	1 134	1 424	751	679	1 824	2 643	5 075	8 115	2 210
Requêtes communiquées	3 972	2 555	2 871	3 138	3 953	6 266	3 138	10 114	3 060	1 655

Graphique 9 Nombre d'arrêts (actes juridiques) au cours des dix dernières années**Graphique 10 Nombre des requêtes ayant donné lieu au prononcé d'un arrêt au cours des dix dernières années**

Graphique 11 Nombre de requêtes déclarées irrecevables par la Grande Chambre, une chambre ou un comité ou rayées du rôle par ces formations au cours des dix dernières années



Graphique 12 Évolution des règlements amiables et des déclarations unilatérales au cours des dix dernières années

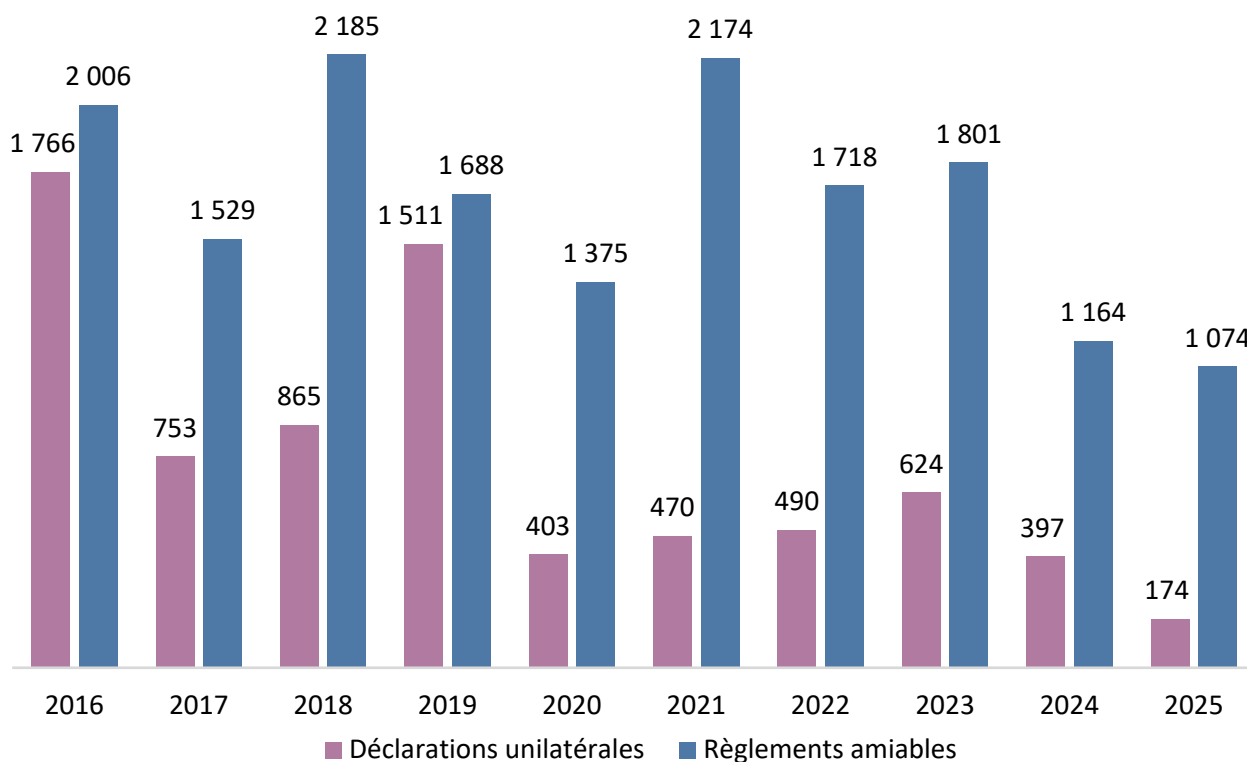


Tableau 2 Déclarations unilatérales et règlements amiables

État	Déclaration Unilatérale			Règlement Amiable		
	2023	2024	2025	2023	2024	2025
Albanie	9	11	2	1	4	
Allemagne					1	2
Andorre						
Arménie				5		5
Autriche				1	2	1
Azerbaïdjan	111	102	31	154	64	97
Belgique	6	3	1	8	9	1
Bosnie-Herzégovine				1	14	2
Bulgarie	4	5	2	7	3	7
Chypre		1			1	4
Croatie	6	3	1	5	18	14
Danemark				1	2	1
Espagne						
Estonie	1					
Finlande						
France	2	8	9	8	3	2
Géorgie						
Grèce	80	1	1	367	20	118
Hongrie	6	9	10	235	394	348
Irlande						
Islande						
Italie	247	130	29	164	66	23
Lettonie						
Liechtenstein						
Lituanie						1
Luxembourg					1	
Macédoine du Nord	30	7		86	12	84
Malte					4	1
République de Moldova	3	7	2	10	5	1
Monaco						2
Monténégro	1	1	8	6	16	7
Norvège						
Pays-Bas		2		4	3	6
Pologne	54	78	51	135	125	114
Portugal	11	20	17	18	26	11
République tchèque	1	1	2	2	2	2
Roumanie	11	1		57	2	1
Royaume-Uni			1	2	1	
Russie		2				
Saint-Marin	2			1	2	2
Serbie	8	2	2	490	326	185
Slovaquie	3		2	19	23	25
Slovénie	1		1	3		1
Suède						
Suisse		1		2	2	2
Türkiye	27	2	2	9	13	4
Ukraine						
Total	624	397	174	1801	1164	1074

Tableau 3 Charge de travail de la Cour par stade procédural et formation judiciaire

État	Juge Unique et Comité (cat. VI-VII)	Chambre et Comité - attente premier examen (cat. I-V)	Communiquées	En attente d'une action du Gouvernement	Recevables	TOTAL
Albanie	22	155	58		4	239
Allemagne	79	29	18		1	127
Andorre			2			2
Arménie	143	282	511		5	941
Autriche	48	28	21		1	98
Azerbaïdjan	17	1364	765		34	2180
Belgique	15	40	63		2	120
Bosnie-Herzégovine	49	8	12		1	70
Bulgarie	45	137	122		4	308
Chypre	15	17	15		6	53
Croatie	243	105	108			456
Danemark	6		14		3	23
Espagne	128	19	28		11	186
Estonie	10	4	13		5	32
Finlande	9	4	8		2	23
France	374	105	219		5	703
Géorgie	32	88	104		3	227
Grèce	64	1105	1384		9	2562
Hongrie	22	144	259		3	428
Irlande	4					4
Islande	5		12		5	22
Italie	261	1494	967	32	33	2787
Lettonie	49	24	47		1	121
Liechtenstein	2		2			4
Lituanie	79	75	60		1	215
Luxembourg	4	3	5			12
Macédoine du Nord	112	201	194		6	513
Malte	2	10	7			19
République de Moldova	65	794	266		16	1141
Monaco	3	3	8			14
Monténégro	57	31	50		1	139
Norvège	67	1	6		1	75
Pays-Bas	74	85	49			208
Pologne	1346	659	474	1033	5	3517
Portugal	4	870	61		3	938
République tchèque	39	12	30		8	89
Roumanie	171	1383	909		26	2489
Royaume-Uni	26	78	33		2	139
Russie	46	4397	2384		350	7177
Saint-Marin	3	7	9			19
Serbie	360	275	156		12	803
Slovaquie	281	115	130		4	530
Slovénie	42	893	30		1	966
Suède	65	10	18			93
Suisse	82	45	55		2	184
Türkiye	421	8462	9517		64	18464
Ukraine	940	1864	1124		76	4004
Total	5931	25425	20327	1065	716	53464

Tableau 4 Principales étapes procédurales du traitement des requêtes par pays

État	Requêtes attribuées à une formation judiciaire			Requêtes communiquées au Gouvernement			Requêtes déclarées irrecevables ou rayées du rôle			Requêtes ayant donné lieu à des arrêts		
	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025
Albanie	133	156	169	47	31	47	106	224	194	37	23	18
Allemagne	450	402	574	7	6	6	459	436	579	13	4	3
Andorre	6	14	8	0	0	2	9	6	16	0	0	0
Arménie	147	180	189	348	44	73	510	52	165	31	16	33
Autriche	200	189	220	11	11	6	166	199	229	9	4	5
Azerbaïdjan	438	600	569	613	216	159	655	451	294	77	76	78
Belgique	1328	383	179	38	47	13	2125	582	232	14	13	23
Bosnie-Herzégovine	248	81	339	18	16	8	326	140	306	2	2	6
Bulgarie	486	472	533	55	220	52	485	526	505	39	21	143
Chypre	29	53	79	16	6	11	32	43	62	5	6	13
Croatie	1012	878	759	52	54	43	705	1084	794	46	23	15
Danemark	87	65	92	12	9	6	86	66	90	5	9	5
Espagne	421	635	753	25	12	11	370	499	837	16	6	14
Estonie	103	97	104	6	3	7	97	106	96	6	0	5
Finlande	91	121	139	2	4	5	72	114	174	2	2	2
France	729	749	863	89	116	69	838	662	619	57	47	27
Géorgie	156	151	194	23	38	50	99	121	143	20	27	16
Grèce	541	715	635	340	574	149	875	502	637	20	42	45
Hongrie	2469	1442	1084	435	543	461	2442	1310	1065	72	225	70
Irlande	21	22	38	0	0	0	20	26	38	3	0	0
Islande	19	19	14	3	2	3	11	18	19	0	2	10
Italie	1957	1751	2421	510	550	550	2549	1929	1531	117	390	232
Lettonie	166	170	220	19	10	6	185	320	305	7	13	7
Liechtenstein	6	8	4	0	0	2	6	5	3	0	0	0
Lituanie	351	346	292	26	22	12	428	287	267	15	8	8
Luxembourg	28	28	38	2	1	5	25	25	40	2	4	0
Macédoine du Nord	335	328	233	133	56	187	368	180	194	25	12	11
Malte	22	16	26	6	10	7	25	15	21	14	7	6
République de Moldova	653	363	468	53	50	77	496	343	419	40	26	53
Monaco	9	15	11	0	0	10	5	8	16	1	2	0
Monténégro	173	133	172	21	31	36	193	127	109	0	9	3
Norvège	87	101	115	1	8	1	96	101	91	9	1	1
Pays-Bas	231	240	285	15	16	15	172	194	256	14	5	6
Pologne	1843	2141	3303	426	261	250	2574	1579	1794	74	87	18
Portugal	371	348	602	121	68	16	278	181	266	6	23	6
République tchèque	343	308	367	21	32	18	334	305	388	14	19	12
Roumanie	2821	2527	1962	841	735	302	3041	2608	3230	400	240	84
Royaume-Uni	201	478	261	11	5	9	172	328	385	4	4	12
Russie	1695	2129	1905	9418	1540	1230	833	738	1017	4466	6736	1822
Saint-Marin	16	24	15	39	4	19	11	23	57	1	5	7
Serbie	1522	1118	1122	446	277	154	1910	1953	972	15	12	36
Slovaquie	457	537	626	143	43	79	323	320	601	19	21	13
Slovénie	978	382	203	10	12	20	203	307	216	2	4	1
Suède	143	267	207	5	15	13	138	221	190	2	4	1
Suisse	280	320	357	12	16	20	245	290	369	15	10	10
Türkiye	8341	4450	6743	1494	3380	6602	4232	4107	6302	807	2083	3563
Ukraine	2531	2832	2299	710	738	766	1999	2329	5429	388	556	568
Total	34674	28784	31791	16623	9832	11587	31329	25990	31562	6931	10829	7011

Les graphiques par pays sont disponibles sur <https://echr.coe.int/dashboards>.

Tableau 5 Requêtes attribuées par État contractant et population*

État	Requêtes attribuées à une formation judiciaire			Population (1 000)			Requêtes attribuées/population (10 000)		
	2023	2024	2025	1.1.2023	1.1.2024	1.1.2025	2023	2024	2025
Albanie	133	156	169	2762	2391	2363	0,48	0,65	0,72
Allemagne	450	402	574	83119	83456	83577	0,05	0,05	0,07
Andorre	6	14	8	82	85	85	0,73	1,65	0,94
Arménie	147	180	189	2977	2991	3076	0,49	0,60	0,61
Autriche	200	189	220	9105	9159	9197	0,22	0,21	0,24
Azerbaïdjan	438	600	569	10127	10181	10225	0,43	0,59	0,56
Belgique	1328	383	179	11743	11817	11900	1,13	0,32	0,15
Bosnie-Herzégovine	248	81	339	3441	3417	3407	0,72	0,24	1,00
Bulgarie	486	472	533	6448	6445	6437	0,75	0,73	0,83
Chypre	29	53	79	949	966	980	0,31	0,55	0,81
Croatie	1012	878	759	3851	3862	3874	2,63	2,27	1,96
Danemark	87	65	92	5933	5961	5993	0,15	0,11	0,15
Espagne	421	635	753	48085	48620	49078	0,09	0,13	0,15
Estonie	103	97	104	1366	1375	1370	0,75	0,71	0,76
Finlande	91	121	139	5564	5604	5636	0,16	0,22	0,25
France	729	749	863	68277	68467	68636	0,11	0,11	0,13
Géorgie	156	151	194	3736	3695	3705	0,42	0,41	0,52
Grèce	541	715	635	10414	10401	10410	0,52	0,69	0,61
Hongrie	2469	1442	1084	9600	9585	9540	2,57	1,50	1,14
Irlande	21	22	38	5271	5352	5440	0,04	0,04	0,07
Islande	19	19	14	388	384	389	0,49	0,49	0,36
Italie	1957	1751	2421	58997	58971	58934	0,33	0,30	0,41
Lettonie	166	170	220	1892	1875	1857	0,88	0,91	1,18
Liechtenstein	6	8	4	40	40	41	1,50	2,00	0,98
Lituanie	351	346	292	2857	2886	2891	1,23	1,20	1,01
Luxembourg	28	28	38	661	672	682	0,42	0,42	0,56
Macédoine du Nord	335	328	233	1830	1826	1823	1,83	1,80	1,28
Malte	22	16	26	542	563	574	0,41	0,28	0,45
République de Moldova	653	363	468	2513	2423	2381	2,60	1,50	1,97
Monaco	9	15	11	38	38	38	2,37	3,95	2,89
Monténégro	173	133	172	617	624	623	2,80	2,13	2,76
Norvège	87	101	115	5489	5550	5594	0,16	0,18	0,21
Pays-Bas	231	240	285	17811	17943	18044	0,13	0,13	0,16
Pologne	1843	2141	3303	36754	36621	36497	0,50	0,58	0,91
Portugal	371	348	602	10517	10640	10750	0,35	0,33	0,56
République tchèque	343	308	367	10828	10901	10910	0,32	0,28	0,34
Roumanie	2821	2527	1962	19055	19068	19036	1,48	1,33	1,03
Royaume-Uni	201	478	261	68683	69138	69138	0,03	0,07	0,04
Russie*	1695	2129	1905	143667	143667	143667	0,12	0,15	0,13
Saint-Marin	16	24	15	34	34	34	4,71	7,06	4,41
Serbie	1522	1118	1122	6641	6605	6568	2,29	1,69	1,71
Slovaquie	457	537	626	5429	5425	5419	0,84	0,99	1,16
Slovénie	978	382	203	2117	2124	2131	4,62	1,80	0,95
Suède	143	267	207	10522	10552	10588	0,14	0,25	0,20
Suisse	280	320	357	8815	8962	9049	0,32	0,36	0,39
Türkiye	8341	4450	6743	85280	85372	85665	0,98	0,52	0,79
Ukraine	2531	2832	2299	45246	45246	45246	0,56	0,63	0,51
Total	34674	28784	31791	840113	841980	843498	0,41	0,34	0,38

* 46 pays membres du Conseil de l'Europe comptaient environ 700 millions d'habitants au 1er janvier 2025. Le nombre moyen de requêtes attribuées à une formation judiciaire pour 10 000 habitants (sans tenir compte des chiffres relatifs à la Russie) était de 0,43 en 2025. **SOURCES au 01.01.2025** : sites Internet d'Eurostat (Statistiques générales et régionales : la base des données " Population au 1er janvier ") et de la Division de la population de l'ONU (Département des affaires économiques et sociales).